



Création d'un registre national des crédits aux particuliers : consultation publique

Le comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers, prévu par la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, et présidé par M. Emmanuel Constans (Comité consultatif du secteur financier), a remis, début août 2011, son rapport au Gouvernement et au Parlement. M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a décidé d'ouvrir la consultation publique sur la création d'un tel fichier.

Les principales recommandations du rapport portent sur : l'identification des personnes enregistrées ; les informations inscrites dans le registre ; l'amélioration des données négatives et l'avenir du Fichier national de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) ; les conditions d'accès des établissements de crédit au registre ; la traçabilité et la conservation des données ; les droits d'information, d'accès et de rectification.

Le rapport est disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/registre-national-des-credits.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Lutte contre le blanchiment : croissance de 12 % des déclarations reçues en 2010

En 2010, TRACFIN (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) a reçu 20 252 informations dont 94 % émises par les professionnels. Les banques et les établissements de crédit demeurent les premiers déclarants. 339 déclarations ont été établies et transmises directement au service par des déclarants installés en outre-mer contre 240 en 2009. 404 dossiers ont été transmis à l'autorité judiciaire contre 384 en 2009 dont 8 aux tribunaux des DOM.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.tracfin.bercy.gouv.fr/pdf/rap2010.pdf>

Publications au Journal Officiel de la République

1 – Renforcement de la protection des épargnants et des investisseurs

- l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs a été publiée au JORF du 2 août 2011.
- le décret n° 2011-922 du 1^{er} août 2011 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 a été publié au JORF du 3 août 2011.

2 – Lutte contre le blanchiment

L'arrêté du 27 juillet 2011 relatif à la liste des pays tiers équivalents en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mentionnée au 2^e du II de l'article L. 561-9 du code monétaire et financier a été publié au JORF du 30 juillet 2011.

Publications

1 – Centre européen de la consommation : « Le marché européen du crédit à la consommation existe-il ? L'exemple franco-allemand ».

Trois ans après l'adoption par le Parlement européen de la directive 2008/48/CE relative aux crédits transfrontaliers, ce document présente une analyse de son impact au travers d'une enquête menée par le Centre européen de la consommation. Cette étude est disponible en téléchargement sur :

<http://www.europe-consommateurs.eu/fr/vos-droits/finances/credits-et-prets/credits-transfrontaliers/>

2 – FATF-GAFI : "Money laundering risk arising from trafficking in human beings and smuggling of migrants".

Le GAFI a publié un rapport typologique sur le blanchiment issu de la traite des êtres humains et du trafic des migrants. Le rapport est disponible en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/28/34/48412278.pdf>

3 – Fédération bancaire française : Le crédit à la consommation mini guide n° 13.

Cette brochure est disponible en téléchargement sur : www.fbf.fr

Nomination

M. Frédéric Oudéa, président-directeur général de la Société Générale, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2011. Il remplace M. François Pérol, président du Directoire du Groupe BPCE.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Publication des rapports annuels 2010 de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

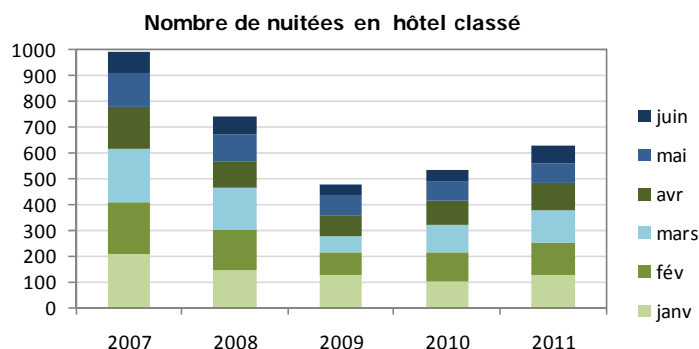
Les rapports annuels de l'IEDOM 2010 (édition 2011) vont paraître le 16 septembre et seront disponibles à la vente dans la plupart des librairies de l'île au tarif de 12,50 €. Ils seront également téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Chaque rapport présente les caractéristiques structurelles de l'île, puis dresse un panorama de leur économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière en 2010.



L'activité touristique reste bien orientée en Guadeloupe

A fin juin, l'activité hôtelière reste bien orientée dans un contexte de basse saison touristique. Le nombre total de nuitées comptabilisées au cours des trois derniers mois augmente de 17,6 % par rapport à la même période de l'an dernier et le taux d'occupation moyen des chambres s'élève à 54 % (+ 7 points). Le flux de passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbe s'améliore également au cours de la période sous revue (+ 9,2 % en glissement annuel, données CVS). En revanche, la saison des croisières 2010/2011 qui s'est achevée en avril affiche le plus mauvais résultat des trois dernières saisons (-50 000 croisiéristes par rapport à la saison précédente).



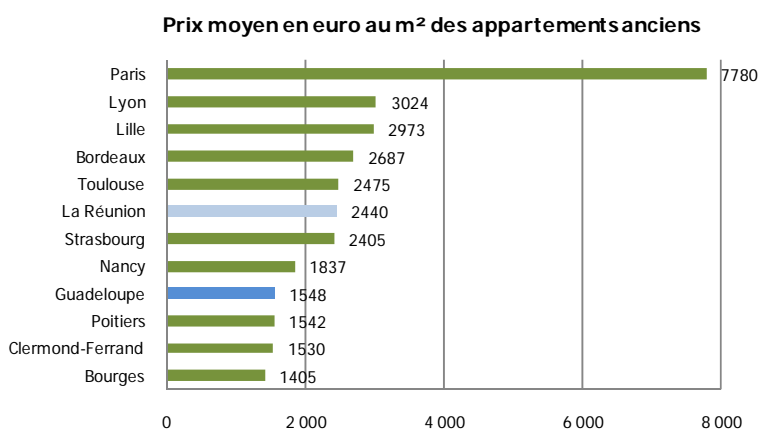
Source : INSEE, enquête hôtelière

Les perspectives de la fréquentation touristique du département pour les mois à venir sont bonnes. Selon le moteur de recherche « voyager moins cher », la Guadeloupe serait entrée dans le top 20 des destinations d'été des français, avec une progression de 6 places par rapport à l'année précédente. L'activité de croisière devrait pour sa part bénéficier de l'arrivée pour la prochaine saison d'un nouveau bateau, le Crystal Serenity, de la compagnie Crystal Cruises et du renforcement de l'offre de la compagnie Costa.

Prix de vente des logements anciens au 1^{er} trimestre 2011

Selon les Notaires de France, le prix moyen des appartements anciens vendus en Guadeloupe est estimé à 1 548 €/m² au premier trimestre 2011. Ce prix est proche des moyennes observées à Poitiers, Clermont-Ferrand et Bourges. En revanche, il se situe nettement en deçà du prix moyen des appartements anciens vendus à Paris (7 780 €/m²).

Le prix moyen des maisons anciennes vendues entre mai 2010 et avril 2011 s'établit à 209 700 euros. Il est de 219 700 euros dans la zone de Basse-Terre et de 207 000 euros dans le secteur de Pointe-à-Pitre.



Source : Bases immobilières des notaires de France

La publication est disponible sur le site des [Notaires de France](http://www.notairesdefrance.fr).

Augmentation des prix

L'indice des prix à la consommation en Guadeloupe augmente de 0,2 % au mois de juillet. Cette évolution résulte principalement de la hausse des prix des services (+0,6 %) et des produits alimentaires (+0,4 %), l'indice des produits manufacturés ayant progressé très légèrement (+0,1 %). En revanche, les prix de l'énergie ont diminué (-1,5 %).

En glissement annuel, les prix progressent de 2,2 % en raison de l'augmentation des prix de l'énergie (+20,3 %), en particulier ceux des produits pétroliers (+24,2 %). La hausse des prix dans l'alimentation (+1,4 %) a également contribué à l'inflation annuelle mais dans une moindre mesure. Hors énergie, l'inflation annuelle ressort à 0,3 %.

Publications

La note expresse « Tendances conjoncturelles » relative au 2^{ème} trimestre 2011 va paraître. Elle remplace désormais la synthèse du Bulletin trimestriel de conjoncture économique. Vous pourrez la télécharger librement, ainsi que ses annexes statistiques, sur le site www.iedom.fr et vous abonner à nos publications périodiques au format PDF à la même adresse.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Troisième journée de l'Outre-mer les 3 et 5 septembre

La 3ème édition de la Journée Outre-mer développement s'est déroulée le samedi 3 septembre 2011 au Pavillon Gabriel à Paris, et le 5 septembre à la mairie de Bordeaux. Depuis 2009, cette manifestation réunie de nombreux acteurs du monde économique et social ultramarin. L'objectif de ces rencontres est de favoriser les échanges autour de la thématique du développement économique et de mettre en contact les décideurs et politiques des DOM et leurs diasporas.

Les prix des carburants baissent le 1^{er} septembre

Conformément au décret n° 2010-1332 du 8 novembre 2010 qui régleme les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans les départements d'Outre-mer, la préfecture a révisé les prix des carburants au 1er septembre 2011. Le super sans-plomb passe ainsi de 1,53 euros à 1,49 euros le litre et le gazole non routier de 1,02 euros à 0,98 euros le litre. La bouteille de gaz de pétrole liquéfié 12,5 kg est également en baisse passant de 23,67 euros au 1er août à 23,45 euros au 1er septembre.

Le préfet Jean-Luc Fabre quitte la Guadeloupe

Amaury de Saint Quentin a été nommé le 24 août en conseil des ministres Préfet de la région Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, sur proposition du ministre de l'intérieur Claude Guéant. Jean-Luc Fabre a été nommé ce même jour Préfet d'Indre-et-Loire.

ACTUALITE REGIONALE

Saint-Martin accueille une conférence sur le tourisme

Saint-Martin va accueillir du 14 au 17 septembre les professionnels et experts du tourisme dans la Caraïbe, à l'occasion de la « State of the industry conference » organisée par l'Organisation Caribéenne du Tourisme (CTO). Plus de 30 pays de la Caraïbe seront représentés pour débattre autour du thème « Comment réussir dans un environnement compétitif ». Des intervenants des compagnies aériennes desservant la région, telles que British Airways, Air Canada, RedJet et JetBlue sont attendus.

Le groupe CMA-CGM va développer le port de Kingston

La CMA-CGM, 3ème groupe mondial de transport maritime, a signé le 4 août un protocole d'accord portant sur l'exploitation, l'équipement et l'agrandissement, pour une durée minimum de 35 ans, du Gordon Cay Container Terminal, dans le port jamaïquin de Kingston, en vue d'en faire sa principale plateforme logistique dans la Caraïbe. Ce protocole prévoit l'exploitation de l'infrastructure existante et l'agrandissement du terminal par phases successives. Une fois opérationnel, le Gordon Cay terminal offrira environ 1 300 m de quai avec un potentiel de développement de 1 700 m supplémentaires, ainsi qu'un tirant d'eau de 17 mètres garantissant l'accostage des navires « New Panamax ».

De bons résultats pour la croisière à Sint-Maarten

A fin juillet 2011, 1 047 134 de croisiéristes avaient accosté au port de Pointe-Blanche sur l'île de Sint-Maarten. La basse saison reste active, avec 76 375 arrivées en juillet, même si le repli est de 16,8 % par rapport au mois de juillet 2010. Sur l'ensemble de l'année, 1,488 million de croisiéristes sont attendus, un niveau proche du record (1,513 million) enregistré en 2010.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données	Var. %	Glissement
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France	Juillet 2011	125,5	0,2 %	2,2 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Juillet 2011	56 110	0,3 %	7,4 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)	Juin 2011	18	-	-54,1 %
	Importations - (en M€)		216	-	-44,6 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Mai 2011	38	-1,4 %	-4,3 %
	Cumul annuel		187		-4,4 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées	Juillet 2011	393	-	2,3 %
	Cumul annuel		3 315		5,5 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données	Var. %	Glissement	
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juillet 2011	21 382	1,0 %	-2,8 %	
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Juillet 2011	392	-7,1 %	-18,7 %	
	Cumul annuel		3 025	-	-14,6 %	
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Cumul à fin Août	246	-	23,0 %	
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Août 2011	2 027	25,8 %	82,6 %
			cumul annuel	11 931	-	8,2 %
		- Nombre	Août 2011	134	-11,3 %	26,4 %
			cumul annuel	1 019	-	1,9 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Juin 2011	144 616	3,8 %	10,0 %
	Cumul annuel		976 912	-	7,5 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)	Cumul à fin Juillet 2011	1 901 380	-	14,3 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		455 581	-	-2,4 %
Immatriculations (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN)	Juin 2011	1 317	-12,7 %	-
		Cumul annuel	7 760	-	0,0 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	Juillet 2011	18 917	-9,3 %	-3,7 %
	Cumul annuel		134 614	-	-4,3 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes)	Juin 2011	7 463	52,7 %	ns
	Cumul annuel		26 641	-	117,1 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

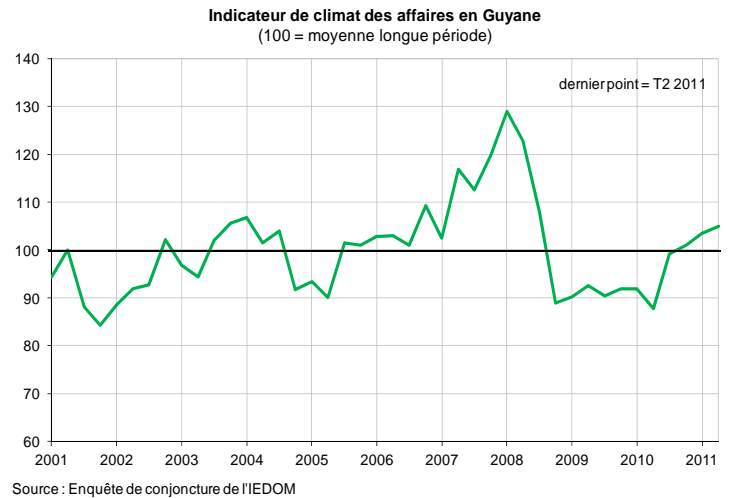
L'activité économique guyanaise poursuit sa progression au 2^{ème} trimestre 2011

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en amélioration (+ 1,5 point) pour le quatrième trimestre consécutif. Il dépasse désormais de 5 points sa moyenne de longue période. Ce rythme de progression est légèrement moindre que lors des trimestres précédents. La perception positive de l'activité passée est tempérée par des anticipations négatives, notamment à l'égard de l'activité future.

La consommation des ménages reste bien orientée mais l'investissement est encore timide, bien qu'en amélioration par rapport au 1^{er} trimestre.

Cette amélioration de l'activité concerne la plupart des secteurs. L'industrie et le BTP restent cependant dans une situation dégradée, encore en retrait sur un début d'année pourtant déjà mal orienté. Les autres secteurs montrent une progression en général plus dynamique qu'au 1^{er} trimestre.

Cette amélioration ne devrait cependant pas se poursuivre : la plupart des secteurs, à l'exception de l'agri-agroalimentaire et dans une moindre mesure du commerce, anticipent un repli au prochain trimestre.



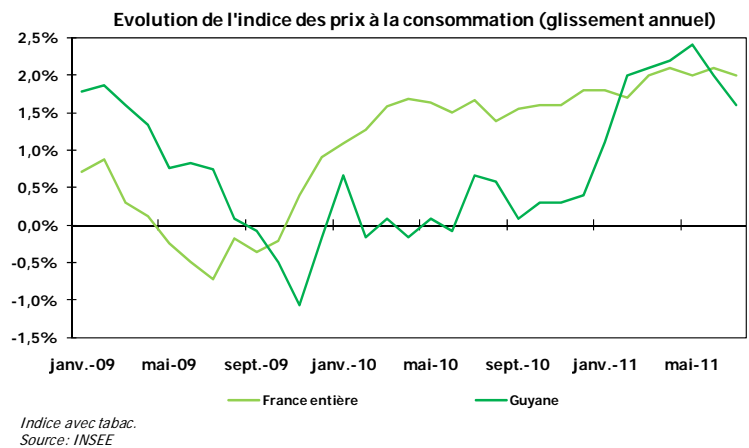
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En juillet 2011, l'indice des prix à la consommation progresse nettement sur le mois (+ 0,7 %), porté par de fortes hausses sur les postes « produits frais » (+ 7,6 %) et « transports et communications » (+ 2,9 %, en raison notamment de l'évolution des tarifs de transport aérien). Le poste « produits pétroliers » est également marqué par une progression (+ 0,9 %), sous l'effet de la réévaluation de 6 cts du prix administré du gazole.

Sur un an, l'indice continue sa progression, mais à un rythme moins soutenu que les mois précédents (+ 1,6 % en juillet, contre + 2,0 % en juin 2011). Une nouvelle fois, cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie (+ 15,3 %). Le poste « alimentation » progresse également (+ 1,8 %), seul celui des produits manufacturés restant en léger retrait (- 0,3 %).

L'inflation guyanaise demeure inférieure aux taux atteints dans les autres DOM : + 2,2 % à la Guadeloupe, + 2,3 % à la Réunion et + 2,6 % à la Martinique sur un an. Cet écart s'explique notamment par la variation positive des prix des produits manufacturés dans les DOM, alors qu'ils reculent en Guyane. Au niveau national, l'inflation s'établit à + 2,0 %.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1423 du 30 août 2011 fixe, à compter du 1^{er} septembre, le prix de vente au détail des carburants à 1,63 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 5 centimes) et 1,47 € / litre pour le gazole (soit une baisse de 4 centimes). Deux principaux facteurs expliquent ces évolutions : une baisse de 6,2 % du cours du baril de pétrole brut (en dollars) entre juillet et août 2011, et un repli du dollar par rapport à l'euro (le cours moyen passant de 1,422 à 1,429 USD pour 1 € sur le mois).

Finances publiques nationales

Le Premier Ministre François Fillon a annoncé le 24 août 2011 une série de mesures additionnelles de consolidation fiscale, dans un contexte budgétaire européen compliqué. L'objectif est de ramener le déficit public à 4,5 % du PIB l'an prochain. Ce nouveau plan devrait permettre de récupérer 1 Md€ en 2011 et 11 Md€ en 2012. Parmi ces mesures, certaines concerneront l'outre-mer : il est prévu la suppression de l'abattement de 30 % sur le bénéfice imposable qui est aujourd'hui prévu pour les entreprises des DOM (cette mesure devrait permettre de dégager 100 M€ en 2012). De plus, un « coup de rabet » supplémentaire de 10 % devrait concerner certaines niches fiscales utilisées en outre-mer, dont celle sur l'investissement immobilier locatif. Le Parlement devrait voter ces mesures à l'automne 2011.

L'Inspection générale des finances (IGF) a analysé l'ensemble des dépenses fiscales et sociales du système fiscal français : il y apparaît que 47 % sont jugées « peu efficaces ». Les 55 niches concernant l'outre-mer, qui coûtent 4,2 Md€ par an, sont globalement jugées peu efficaces par l'IGF, notamment celles concernant l'investissement locatif (hors logement social) ou le secteur agricole. L'IGF regrette également que ces niches se présentent sous forme d'un empilement de mesures éclatées, pointant du doigt l'absence d'une réelle politique économique ciblée.

Finances publiques locales

Après Saint-Laurent-du-Maroni, Saint-Georges, Ouanary et Papaïchton, c'est la commune de Grand-Santi (sur les berges du Maroni) qui a signé le 19 août 2011 un « contrat territorial » avec la Région Guyane. A l'occasion d'un déplacement du Président de Région, les deux collectivités ont contractualisé le soutien financier que va apporter le Conseil régional à la municipalité pour les trois ans à venir. Ce contrat vise à accompagner Grand-Santi dans ses projets de développement des infrastructures et de cohésion sociale, et s'élève à 700 000 € (soit 9 % du coût total des projets). Ainsi, il devrait permettre de financer l'acquisition de matériels pour le transport et l'entretien de la municipalité, la construction d'un nouveau château d'eau, d'une volerie entre le bourg et l'aéroport ou encore l'amélioration des réseaux d'eau.

Infrastructures

Réunie en séance plénière le 1er septembre 2011, la Communauté de communes du centre littoral¹ (CCCL) a annoncé l'attribution du marché de conception et de réalisation de l'usine d'eau potable de Matiti (située sur la commune de Macouria). La capacité de l'usine sera de 10 millions de m³ par an. Son coût global est estimé entre 40 et 50 M€. Les travaux devraient débuter avant la fin de l'année pour une mise en service début 2013.

Education

A l'occasion d'une conférence de presse organisée le 30 août 2011, l'Insee, le Rectorat et Irig-Défis ont présenté une étude inédite en Guyane « L'état de l'école en Guyane », souhaitant ainsi apporter un éclairage sur les politiques publiques de l'éducation. Au travers de statistiques sur la population scolarisée, le corps enseignant et les qualifications des jeunes, cette parution dresse un état des lieux de l'éducation en Guyane. Elle souligne la forte croissance de la population scolarisée guyanaise (+ 3,6 % par an), sous l'effet de la poussée démographique que connaît le département, entraînant une augmentation parallèle mais de moindre ampleur du nombre d'enseignants ainsi que le recours à de nombreux contractuels. Le taux de réussite au baccalauréat reste cependant inférieur à la moyenne nationale (quoiqu'en progression) et les jeunes guyanais peinent encore à accéder à des niveaux de qualification plus élevés.

Secteur spatial

Le 06 août 2011, lors de son 59^{ème} lancement, et après plusieurs reports², Ariane 5 a mis en orbite deux satellites destinés à la télédiffusion directe : Astra 1-N pour l'opérateur luxembourgeois ASTRA, BSAT-3c/JCSAT-110R pour les opérateurs japonais B-SAT Corporation et SKY Perfect JSAT Corporation. Ltd. Le prochain lancement est prévu le 9 septembre 2011.

Secteur aurifère

Le cours de l'once d'or a ponctuellement dépassé pour la première fois la barre symbolique des 1 900 \$ fin août 2011. Depuis le début de l'année (janvier-août 2011), le cours moyen a progressé de 30 %, et de 45 % entre août 2010 et août 2011.

Différents facteurs expliquent cette « ruée vers l'or ». L'or constitue une valeur refuge pour les investisseurs alors que les principales bourses mondiales sont globalement en baisse, et dans la crainte d'un retour de l'inflation. Les investisseurs manifestent une défiance envers les deux principales monnaies de réserve, le dollar et l'euro ; les Etats-Unis et la zone euro présentent en effet des perspectives économiques peu optimistes et des finances publiques fragiles.

Cette envolée des cours du métal se reflète dans les chiffres du commerce extérieur guyanais. En 2010, la Guyane a exporté de l'or pour une valeur de 30,4 M€, soit une progression de 20,0 %, alors que parallèlement, le volume d'or exporté (1 083 kgs) reculait de 11,1 %. En cumul sur le 1^{er} semestre 2011, les exportations en valeur croissent de 47,1 % sur un an, mais seulement de 22,3 % en volume.

ACTUALITES REGIONALES

Economie brésilienne

Au 2^{ème} trimestre 2011, le PIB brésilien enregistre un ralentissement de sa croissance, progressant tout de même de 0,8 % sur le trimestre (contre + 1,2 % au trimestre précédent). Le secteur agricole est en repli de 0,1 % sur trois mois alors que l'industrie extractive (+ 2,2 %), les services financiers (+ 1,6 %) et le commerce (+ 1,1 %) enregistrent de bonnes performances.

Par ailleurs, la Banque centrale a annoncé une baisse de 50 points de base de son taux directeur « Selic », qui s'établit à 12,00 %. Elle justifie cette décision par les inquiétudes pesant sur la croissance des pays développés qui pourraient affecter la croissance brésilienne via une contraction du commerce international ou des flux d'investissements. Suite à cette baisse des taux, l'inflation brésilienne³ sera suivie attentivement : elle atteignait 6,9 % en juillet 2011, contre une cible théorique à 4,5 %.

Economie surinamienne

L'inflation reste importante au Suriname en juillet 2011, s'établissant à + 18,0 % sur un an. Tous les postes enregistrent des fortes hausses mais une fois encore, le poste « transports » (+ 52,2 %) alimente pour une bonne partie cette hausse des prix en raison notamment de l'augmentation des cours des carburants.

Venezuela

Le Président vénézuélien, Hugo Chavez, a signé une loi qui nationalise l'exploration et l'exportation de l'or du pays. L'objectif affiché est de lutter contre les mafias, la contrebande, et l'exploitation illégale. M. Chavez souhaite préserver l'indépendance économique de son pays, et compte également faire rapatrier les stocks d'or vénézuélien détenus à l'étranger sur le sol national. Le Venezuela détient la 15^{ème} réserve d'or mondiale, soit 364 tonnes.

¹ Communauté de communes regroupant Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly, Macouria, Montsinéry-Tonnegrande et Roura.

² Le lancement devait initialement avoir lieu en juillet, mais il a été repoussé pour cause d'anomalie. Il a ensuite à nouveau été reporté de 24 heures début août en raison de mauvaises conditions climatiques.

³ Variation en glissement annuel de l'Indice de Prix au consommateur (IPCA).

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	juil-11	123,9	0,7%	1,6%	Insee
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	juil-11	16 914	0,9%	8,8%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	juil-11	7 111	1,1%	5,6%	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	juil-11	15 693	0,1%	ns.	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	juil-11	7,8 M€	4,2%	ns.	
				Cumul	45,4 M€		ns.	
	CONSOMMATION	↑	Recettes d'octroi de mer	août-11	9,7 M€	13,1%	16,0%	Douanes
		↑	Importations de biens de consommation (BC)*	juin-11	15,6 M€	8,6%	21,9%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	juin-11	349	3,7%	-5,4%	Somafi
				Cumul	2 084		9,5%	
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) *	juin-11	35,5 M€	-0,4%	-6,2%	Douanes
				Cumul	242,3 M€		26,8%	
		↑	Ventes de véhicules utilitaires	juin-11	93	14,2%	-7,0%	Somafi
			Cumul	541		1,9%		
	COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations *	juin-11	24,6 M€	-1,1%	41,3%	Douanes
			Cumul	86,3 M€		10,0%		
↓		Importations *	juin-11	119,8 M€	-8,4%	23,9%	Douanes	
		Cumul	662,5 M€		28,8%			
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à août 2011	4 tirs Ariane 5		3 tirs à août 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à août 2011	6 satellites + 1 ATV		6 satellites à août 2010	
	BTP	↓	Ventes de ciment	juil-11	6 674 tonnes	-2,6%	-3,1%	Ciments guyanais
				Cumul	47 818 tonnes		18,4%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume *	juin-11	1 460 kgs	36,5%	38,4%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur *	juin-11	4,6 M€	33,4%	52,0%	Douanes
		↑	Grumes sorties de forêt (données non consolidées)	mai-11	2 271 m3	32,2%	-32,1%	ONF
			Cumul	12 462 m3		-42,3%		
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes *	juin-11	85,2 tonnes	-10,6%	-15,7%	Douanes
		↓	Exportations de poissons *	juin-11	107,7 tonnes	-15,1%	-33,8%	Douanes
				Cumul	491,8 tonnes		-2,6%	
			Exportations de riz * (2)	juin-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes
			Cumul	3 209,2 tonnes		42,8%		
	TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	mai-11	33 196	2,9%	10,3%	CCIRG
				Cumul	161 706		5,3%	
↓		Nombre de nuitées	juin-11	24 000	-15,1%	-14,6%	Insee	
		Cumul	163 000		3,5%			

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données non CVS compte tenu du trop grand nombre de points atypiques

* Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

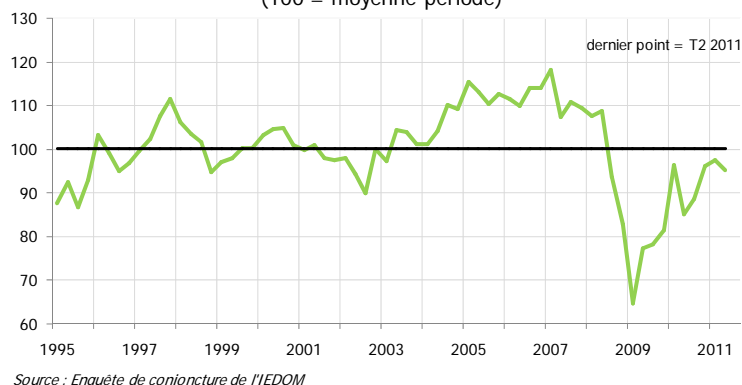
Le climat des affaires incertain

Après un premier trimestre perturbé par plusieurs conflits sociaux, l'activité économique reste incertaine au deuxième trimestre. L'indicateur du climat des affaires montre de nouveaux signes d'essoufflement : il s'inscrit en baisse de 2,5 points sur le trimestre et reste inférieur à sa moyenne de longue période (-4,9 points). Cette évolution s'explique principalement par des prévisions pessimistes des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

En effet, si plusieurs secteurs font état d'une stabilisation voire d'une amélioration de leur courant d'affaires, l'incertitude et le manque de visibilité ne permettent pas d'établir un climat favorable au bon déroulement de l'activité économique, déjà pénalisée par un manque de dynamisme depuis le troisième trimestre 2008.

La consommation des ménages est incertaine, l'investissement des entreprises peine à redémarrer et le marché du travail est toujours dans une situation difficile.

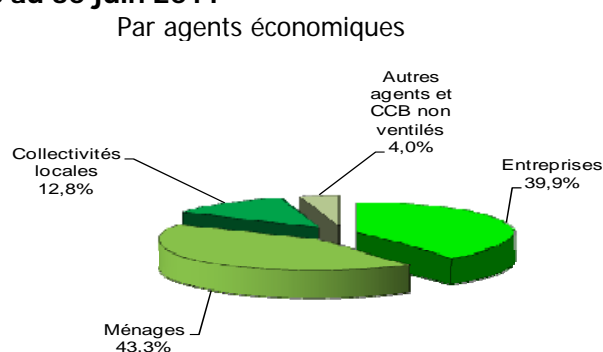
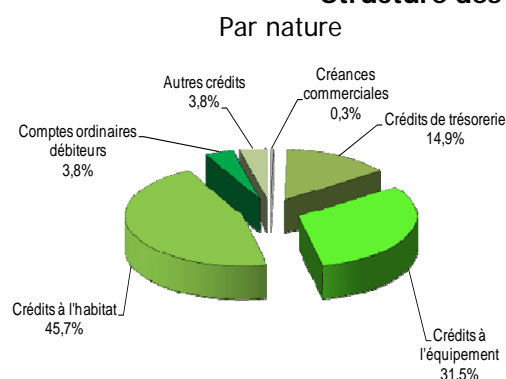
Indicateur de climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



Les passifs au 30 juin 2011 : une progression modérée des encours

Au 30 juin 2011, l'encours brut des passifs locaux s'élève à 7,3 milliards d'euros, soit + 1,8 % sur le trimestre. L'encours sain qui s'établit à 6,8 milliards d'euros affiche une hausse de 2 %. Par agents économiques, on observe une progression des encours des entreprises (+ 1,9 % entre mars et juin 2011) en raison principalement de l'augmentation des crédits d'exploitation (+ 11,2 %). Parmi ceux-ci, les comptes ordinaires débiteurs s'inscrivent en forte hausse (+ 26,4 %), vraisemblablement en raison des facilités de caisse octroyées suite aux conflits sociaux du premier trimestre. Concernant les concours aux ménages, la période se caractérise par une timide progression des encours (+ 0,3 %) rendue possible par le maintien des crédits à l'habitat (+ 0,9 %). A l'inverse, le repli des crédits de trésorerie est moins accentué (- 1 % après - 1,5 %) et le recours aux comptes ordinaires débiteurs s'accroît (+ 3,4 %). Pour leur part, les concours en faveur des collectivités locales demeurent stables (+ 0,2 %).

Structure des passifs financiers au 30 juin 2011



Nominations:

Stéphane ATTALI a quitté ses fonctions de responsable du service Etudes de l'IEDOM Martinique. Il rejoint l'institut d'émission d'Outre-mer (IEOM) en Nouvelle-Calédonie où il occupera des fonctions similaires. Son remplaçant, M. Nicolas BRUN, prendra ses fonctions ultérieurement.

Richard CURNIER est nommé Directeur régional Antilles-Guyane de la Caisse des dépôts et des consignations (CDC) en remplacement de Philippe LAMBERT, nommé Directeur régional Midi-Pyrénées.

Pierre BAUREPAIRE quittera ses fonctions de Directeur de la SGBA le 15 septembre pour prendre de nouvelles fonctions au sein du même groupe bancaire en Tunisie. Il sera remplacé par Bernard VICENTE à partir du 23 septembre 2011.

Alain MORFIN, Directeur Régional de la Caisse d'Épargne, a quitté le département fin août pour une nouvelle mission au Mali. Son remplaçant sera nommé ultérieurement.

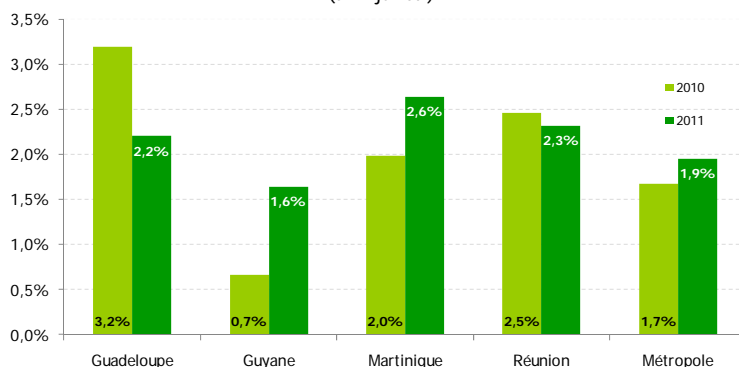
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : Renchérissement du prix de l'énergie

A fin juillet 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 126,6. Il enregistre une hausse de 0,3 % sur un mois. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 2,6 % contre 2 % un an auparavant. Il se situe à un niveau supérieur à celui des autres géographies (+1,6 % en Guyane ; +1,9 % en Métropole ; +2,2 % en Guadeloupe et +2,3 % à la Réunion).

Le nouveau relèvement des prix de l'énergie (+15,8 % sur un an) participe à hauteur de 1,43 point à la hausse de l'indice. Par ailleurs, les services (+1,2 %) et les produits manufacturés (+1,6 %) contribuent respectivement de 0,52 et 0,46 point à l'augmentation des prix.

Taux d'inflation annuel
(à fin juillet)



Source: Insee

Cependant, dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} septembre 2011 à : 1,46€/L pour le super sans plomb (- 5 cts par rapport à août) et 1,20€/L pour le gasoil (- 4 cts). Le prix de la bouteille de gaz diminue de 20 centimes, à 23,95 €.

ACTUALITE REGIONALE

Journée outremer développement :

La 3^e édition de la journée Outremer et développement (JOMD) s'est tenue le 3 septembre à Paris et le 4 septembre à Bordeaux. Elle a réuni de nombreux décideurs de l'Outre-mer. Ce rendez-vous, initié au lendemain de la crise sociale de l'antillaise de 2009, est devenu un laboratoire d'idées et un lieu d'échange. Cette année le thème retenu « Tomber les murs » a permis aux différents acteurs économiques présents d'échanger lors de débats autour de l'énergie, du sport, du tourisme, de l'audiovisuel, de l'économie numérique, de l'attractivité et la compétitivité ainsi que de l'histoire.

Taxe professionnelle pour l'implantation de la centrale EDF

Suite au litige juridique entre la commune de Bellefontaine et de Case-Pilote, le Tribunal Administratif de Fort-de-France a attribué l'intégralité de la taxe liée à l'implantation de la centrale EDF à la ville de Bellefontaine. Le bénéficiaire de cette taxe encaissera environ une somme de 800 000€ par an, en vue de compenser les effets nuisibles causés par l'usine.

Environnement

Depuis juin 2011, plusieurs communes du Littoral (de Sainte-Marie à Sainte-Anne) sont envahies par l'arrivée d'algues sargasses. Ces algues, généralement inoffensives, libèrent de l'hydrogène sulfuré lorsqu'elles rentrent en état de décomposition. La toxicité de ce gaz a nécessité l'intervention des autorités afin de procéder au ramassage des algues. Aussi, le Conseil Régional par le biais de l'association AB Stratégie a embauché un vingtaine de jeunes pour procéder au nettoyage de plages touchées par le phénomène.

Médiation de l'hôtellerie

Le médiateur des dettes fiscales et sociales de l'hôtellerie, M. Alain BODON, effectuera sa dernière mission à la Martinique du 19 au 23 septembre 2011 avant de remettre son rapport aux Ministères commanditaires.

Surendettement des ménages

En août 2011, 40 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de surendettement ce qui porte le total de l'année à 384 dossiers de surendettement, soit +32,4 % sur un an.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) - juillet 2011		126,6	+0,3 %	+2,6 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) - juillet 2011 Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370) - juillet 2011		40 990 24,8 %	+0,9 %	+3,3 % +0,8 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi - juillet 2011		20 199	+3,1 %	-4,5 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés - juin 2011		37 783	+3,7 % *	-
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) - juillet 2011 Exportations (en M€) - juillet 2011 Taux de couverture mensuel:		243,6 40,4 16,3 %	+17,8 % 41,3 % -	+18,0 % +43,8 % +3 points
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros) - juillet 2011 Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros) - juillet 2011		42,7 287,6	+5,9 %	-0,5 % +4,0 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires - juillet 2011 Retrait de cartes bancaires (cumul) - juillet 2011		17 844 5 221	+0,5 % -	-2,6 % -10,8 %

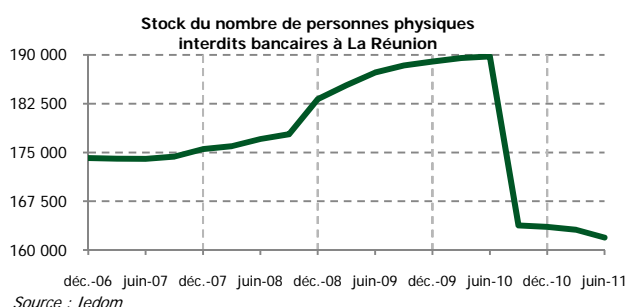
* Ici, la variation est trimestrielle

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers - juin 2011 - cumul annuel		117 939 802 595	+0,1 %	+10,0 % +4,8 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes - juillet 2011 - cumul annuel		0 19 614	ns -	nd -65,3 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes) - juillet 2011 - cumul annuel		16 838 119 724	-11,7 %	-4,1 % +1,1 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) - juillet 2011 Véhicules utilitaires neufs (VUN) - juillet 2011 Cumul annuel (VPN + VUN)		1 189 158 7 349	+43,3 % -10,7 % -	+10,7 % +0,6 % +3,2 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Stabilisation du stock d'incidents sur paiement par chèque au premier semestre 2011



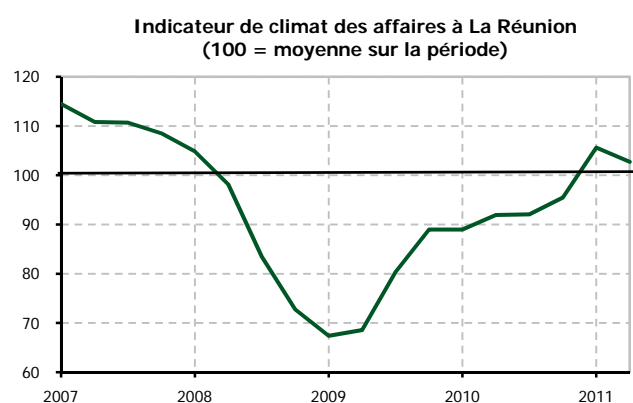
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages liés à l'utilisation de moyens de paiement continuent de s'améliorer au premier semestre 2011. Après un recul de 13,7 % du stock d'incidents sur paiement par chèque entre le deuxième et troisième trimestre 2010, suite aux nouvelles conditions de radiation du fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France, celui-ci diminue légèrement. En juin 2011, on dénombre 161 921 personnes physiques en interdits bancaires, soit une baisse de 1,0 % par rapport à décembre 2010.

Le climat des affaires se contracte

Au deuxième trimestre 2011, l'indicateur du climat des affaires s'est contracté à La Réunion, mais continue de faire état d'une amélioration de l'activité. Il perd 2,9 points par rapport au premier trimestre de l'année et rompt ainsi avec une dynamique haussière observée depuis plusieurs trimestres.

A l'échelle sectorielle, l'évolution de l'activité est assez contrastée au deuxième trimestre. L'activité reste bien orientée dans le secteur « Agriculture, élevage et pêche » et dans celui des services marchands, et la reprise fragile enregistrée dans le secteur du BTP se poursuit. L'activité se contracte en revanche dans les secteurs du commerce et de l'industrie.

La consommation des ménages poursuit sa progression et l'investissement se redresse, mais à un rythme moindre par rapport au premier trimestre. Les échanges avec le reste du monde restent bien orientés. Le bulletin économique du deuxième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



BREVES ECONOMIQUES

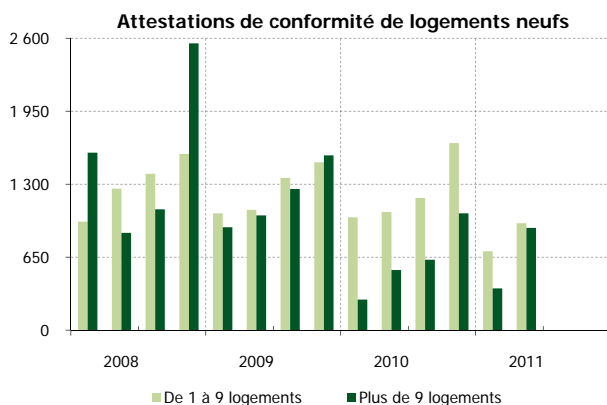
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation	Juillet 2011	128,1	+ 0,7 %	+ 2,3 %
	IPC France entière		123,4	- 0,4 %	+ 2,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Juillet 2011	21 584	- 6,8 %	+ 1,9 %
	En cumul (milliers d'euros)		162 394	-	+ 10,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Juin 2011	2 367,6	-	+ 20,9 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		143,3	-	+ 17,4 %
	Taux de couverture		6,1 %	-	- 0,0 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Juillet 2011	119 470	+ 0,9 %	+ 8,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Juillet 2011	226 831	n.s.	+ 4,3 %
	Cumul 2011	cumul Juillet	1 143 845	-	+ 10,1 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Juin 2011	1 615	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Juin	9 656	-	- 25,9 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Juin 2011	14,0	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Juin	146,2	-	- 20,4 %
	Effectifs salariés du BTP	Juillet 2011	17 437	+ 0,4 %	+ 1,7 %

Hausse de la production de logements neufs début 2011



La production de logements neufs se redresse légèrement au cours du premier semestre 2011. En effet, le nombre d'attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel augmente de 2,5 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011. Cette hausse provient d'une augmentation de 58,4 % du nombre de logements dans l'habitat collectif (immeubles de plus de neuf logements), alors que le nombre de logements individuels ou collectifs de petites tailles (de un à neuf logements) continuent de décroître (- 9,4 %).

Le secteur de la construction commence à bénéficier de la relance du financement du logement social, qui devrait se traduire en 2011, par une nette hausse des livraisons de logements aidés (3 863 logements prévus, soit 65 % de plus que le nombre de logements aidés livrés en 2010).

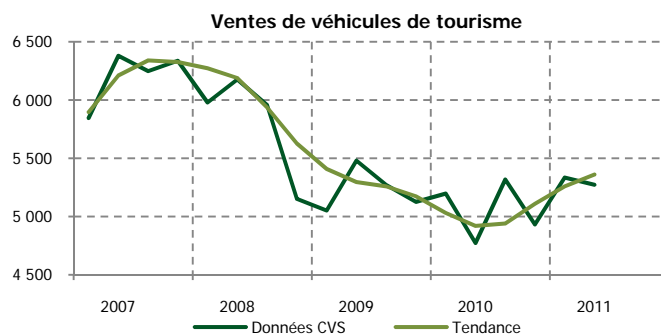
Baisse du volume d'heures supplémentaires au deuxième trimestre 2011

Au cours du deuxième trimestre 2011, l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) a enregistré 1,2 million d'heures supplémentaires, un chiffre en baisse de 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Au niveau national, le volume d'heures supplémentaires a augmenté de 5,8 % sur un an. Le montant des exonérations, au titre de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA), déclarées par les entreprises réunionnaises s'élève à 1,4 million d'euros.

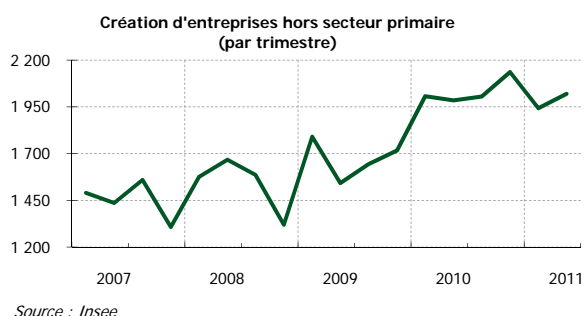
Reprise du marché de l'automobile depuis début 2011

Le marché réunionnais de l'automobile se redresse au cours du premier semestre 2011. Les ventes de véhicule de tourisme augmentent de 6,6 % sur un an. De même, les ventes de véhicules utilitaires progressent de 18,9 %.

Ces hausses interviennent principalement au premier trimestre 2011. Les ventes se stabilisent au deuxième trimestre : respectivement - 1,2 % et - 0,2 % (en données CVS) pour les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires.



Stabilisation du nombre de créations d'entreprises



Au deuxième trimestre 2011, 2 020 entreprises ont été créées à La Réunion, soit une hausse de 1,8 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Depuis début 2010, le nombre de créations reste relativement stable, avec un peu plus de 2 000 nouvelles entreprises créées, en moyenne chaque trimestre. Cette évolution rompt avec la tendance haussière observée ces dernières années, qui plaçait La Réunion parmi les régions les plus dynamiques en terme de création d'entreprises. Au niveau national, la situation se dégrade avec un recul de 10,6 % (après - 17,7 % en glissement annuel au premier trimestre 2011).

Amélioration des résultats de la Banque de La Réunion au premier semestre 2011

La Banque de La Réunion (BR) a terminé le premier semestre avec un résultat net de 10,7 millions d'euros contre 1,6 million d'euros au 30 juin 2010. Le Produit Net Bancaire (PNB) progresse de 0,5 % (+ 1,6 % hors éléments non récurrents), tandis que le résultat brut d'exploitation augmente de 7,8 %.

Plus de 49 000 personnes ont bénéficié d'un bon de continuité territoriale depuis un an

49 282 réunionnais ont bénéficié de la continuité territoriale entre août 2010 (date de mise en place du nouveau dispositif) et août 2011. La continuité territoriale permet aux familles réunionnaises de bénéficier d'une aide de 360 euros sur leurs billets d'avion vers la France métropolitaine. Près de 40 % de ces bénéficiaires se sont rendu en métropole pour la première fois.

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au premier trimestre 2011

L'emploi dans le secteur privé progresse de 3,3 % au premier trimestre 2011 par rapport au premier trimestre 2010 selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos). Cette hausse est supérieure à celle observée au niveau national (+ 1,3 %). La masse salariale dans l'île progresse également à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 4,5 % à La Réunion sur un an contre + 3,9 %.

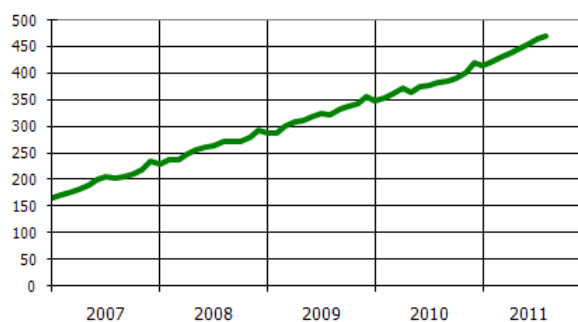
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Au 31 août, les émissions nettes de billets progressent de 5,5 millions d'euros sur le mois (soit +1,2 % contre +2 % le mois précédent) et atteignent 468,7 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre croissent également : +1 %, après +1,9 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence de l'IEDOM de Mayotte depuis la mise en circulation de l'euro dépasse désormais 8,8 millions, dont 72,6 % sont constitués de coupures de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île progresse toujours et atteint désormais 53 €, soit une progression de plus de 2 € depuis le début de l'année.

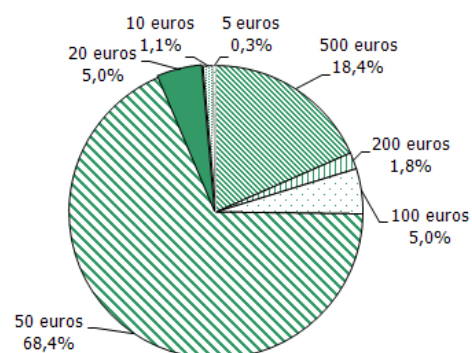
Emissions nettes cumulées de billet au 31 août 2011

en millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 31 août 2011



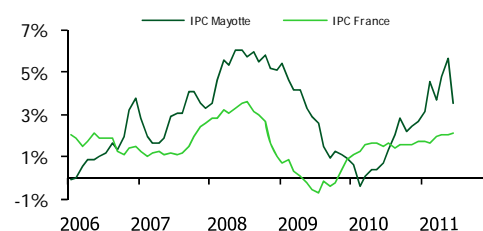
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Inflation

Selon l'Insee, au mois de juillet, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 0,8 % à Mayotte. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des prix des services aux ménages (+2,3 %) et de l'énergie (+0,8 %). Les produits alimentaires et boissons ont enregistré une croissance de 0,1 % tandis que les produits manufacturés sont restés stables sur la même période. En glissement annuel (juillet 2011 par rapport à juillet 2010), l'indice des prix a progressé de 3,9 %.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE
Base 100 : année 2006

Economie

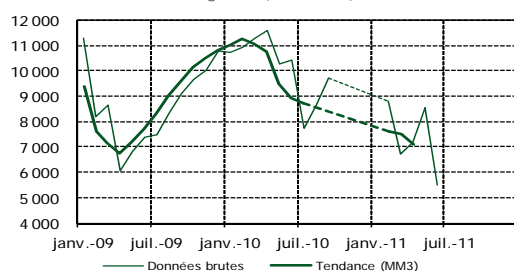
Le 16 août 2011 marque l'arrivée du câble Lion 2 à Mayotte. Les premiers travaux ont été lancés sur la plage de Majicavo Koropa aménagée à cet effet. Mayotte devrait pouvoir sortir de son isolement en matière de débit de communication internet au premier semestre 2012, après la mise en place du réseau. Le coût de l'opération pour relier le câble à Mayotte s'élève à 60 millions d'euros.

Emploi

A fin juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 5 525 contre 8 562 en mai, soit une baisse de 35,5 %. Sur un an (juin 2011 par rapport à juin 2010), la baisse est de 46,9 %. Sur les 5 525 demandeurs d'emploi, 3 885 ont entre 25 et 49 ans dont 85 % sont des femmes. Pour 73 % des demandeurs d'emploi, la qualification n'est pas déterminée et 12 % des demandeurs d'emploi seraient non qualifiés.

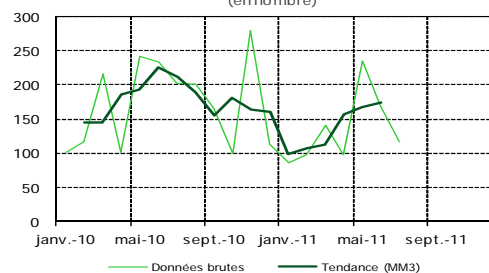
En juillet 2011, 117 offres d'emploi ont été enregistrées, en baisse de 30,8 % par rapport à juin 2011 (169). Les secteurs les plus touchés par cette baisse sont l'administration publique dont le nombre d'offres est divisé par deux (91 à 44) et celui de l'hébergement et de la restauration qui enregistre 4 offres contre 15 en juin 2011. Sur les 117 offres, plus de la moitié (68) concerne des emplois temporaires. En glissement annuel (juillet 2011 par rapport à juillet 2010), les offres d'emploi sont en baisse de 42,4 %.

Demandeurs d'emplois en fin de mois Catégorie A (en nombre)



Source : Pôle Emploi
* Les données entre oct. 2010 et janv. 2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

Offres d'emplois (en nombre)



Source : Pôle Emploi

Transport

Le 26 août 2011, la compagnie Air Austral a fait atterrir à l'aéroport de Pamandzi sa dernière acquisition, le B777-200LR. Cet avion devrait assurer deux vols directs par semaine entre Mayotte et Paris à compter du 31 octobre 2011. La compagnie reste réservée sur la réduction du prix du billet qui pourrait être entravée par le fait que le kérosène coûterait 45 % plus cher à Mayotte qu'à La Réunion. Les compagnies Air France et Emirates, pour leur part, étudieraient la possibilité de desservir Mayotte et Les Comores à moyen terme.

Energie

La chambre des carburants d'intérêt régional et de produits pétroliers (CCIRPP), nouvellement créée à La Réunion, importera, à compter d'octobre prochain, 300 000 litres de gasoil afin de les revendre à ses adhérents à un prix inférieur à un euro. Cette initiative intéressera probablement les acteurs économiques de Mayotte où le prix du carburant est le plus élevé de tous les départements d'outre mer (1,35 € le litre de gasoil). La CCIRPP a annoncé sa prochaine venue à Mayotte afin d'être en appui pour la mise en place d'une coopérative similaire.

Social

La rentrée scolaire a eu lieu le 25 août 2011 pour 85 000 enfants mahorais. A cette occasion, le nouveau préfet de Mayotte, Thomas DEGOS, s'est rendu sur le terrain, en Petite-Terre plus précisément. Selon le vice-recteur de Mayotte, pour mieux suivre l'évolution démographique en matière d'éducation à Mayotte, 100 nouvelles salles de classe seraient nécessaires chaque année jusqu'en 2015. Le respect de ce calendrier permettrait de ne plus avoir recours aux rotations.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juil-11	114,8	0,8%	3,5%
Chômage (source : Pôle emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		juin-11	5 523	-	-46,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-11	31 301	10,1%	10,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-11	172 127	22,2%	4,8%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-11	1 134	4,0%	-22,6%
		cumulées	juin-11	4 637	32,4%	8,2%
	Taux de couverture	mensuels	juin-11	3,62%	-0,21 pt	-1,53 pt
		cumulés	juin-11	2,69%	0,21 pt	0,09 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	août-11	428	-36,3%	-31,1%
		cumulés	août-11	3 732	-	-5,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	août-11	34 443	-13,5%	3,2%
		cumulés	août-11	200 252	-	4,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	août-11	38,6	-32,0%	7,6%
	cumulés	août-11	874,4	-	n.d	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	juin-11	12 493	495,9%	n,d
		cumulées	juin-11	40 776	-	3,5%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		avr.-11	37 421	0,2%	4,1%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles	avr.-11	20 493	-7,0%	-3,6%
		cumulées	avr.-11	80 221	-	1,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	août-11	68	11,5%	-10,5%
		cumulés	août-11	635	-	14,8%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	août-11	27	80,0%	145,5%
	cumulés	août-11	134	-	7,5%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juin-11	6,5	30,0%	18,3%
		cumulés	juin-11	28,1	-	8,3%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-11	39,0	30,0%	6,0%
	cumulées	juin-11	174,1	-	1,5%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

** hors prime d'Etat*

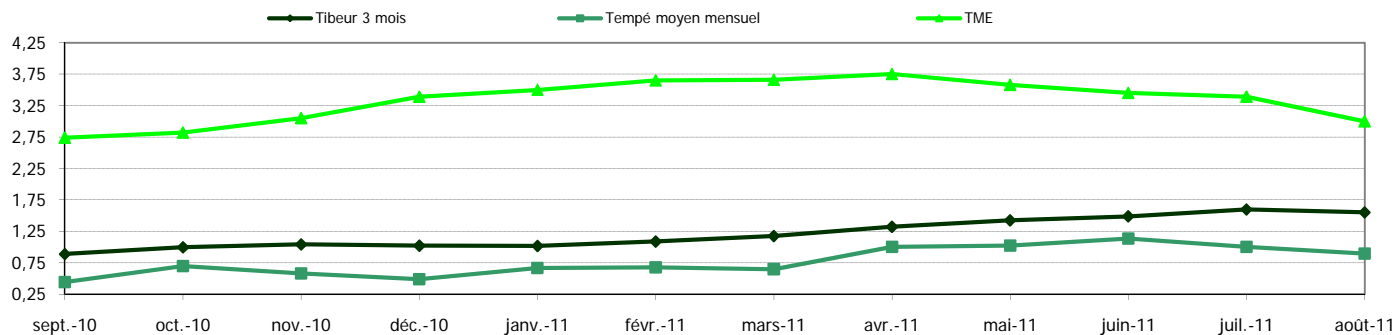
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Août 2011)				
Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
1,0230%	1,1330%	1,0033%	0,8972%	1,3710%	1,5500%	1,7510%	2,0930%	

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
3,58%	3,45%	3,39%	3,00%	3,78%	3,65%	3,59%	3,20%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)			
Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,49%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	9,34%
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Prêts relais	6,07%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Découverts en compte (1)	13,88%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

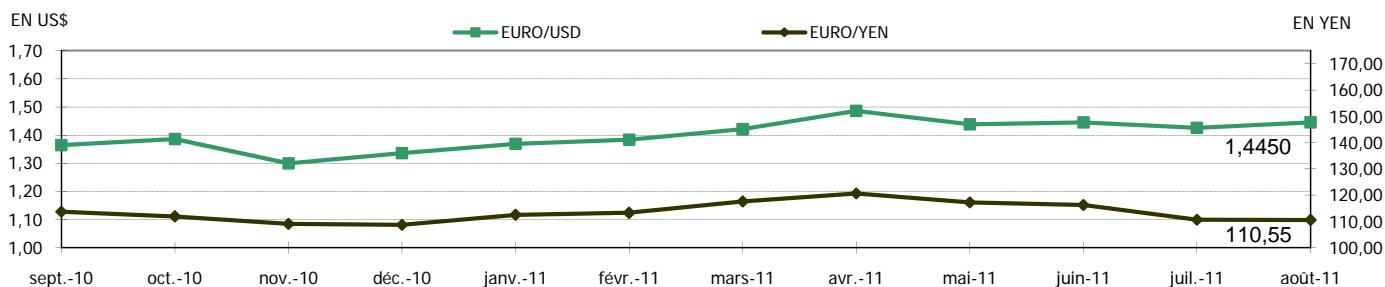
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4450	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,1799	EURO/SRD (Surinam)	4,75490
EURO/JPY (Japon)	110,5500	EURO/BWP (Botswana)	9,62840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57920
EURO/CAD (Canada)	1,4141	EURO/SCR (Seychelles)	17,7232	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,1359
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88560	EURO/MUR (Maurice)	40,1228	EURO/BBB (La Barbade)	2,88180
EURO/SGD (Singapour)	1,7379	EURO/BRL (Brésil)	2,3135	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,21000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,2622	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18810	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2829,8885	EURO/XCD (Dominique)	3,8904	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 9 septembre 2011 - Dépôt légal : septembre 2011 - ISSN 1284-4438